

INTRODUCTION:

Les fluctuations des principales devises utilisées par les institutions des Nations Unies ont été parfois défavorables, occasionnant des difficultés et des contraintes en ce qui concerne tant la réalisation des programmes des institutions que l'aptitude de ces dernières à planifier et à préparer leur plans et leurs budgets. Ce problème a récemment pris des proportions importantes, et cela pour les raisons suivantes:

- Le dollar des Etats Unis a enregistré, en un temps relativement court, une perte de valeur importante par rapport aux monnaies européennes telles que le franc suisse et le schilling autrichien, qui constituent d'importantes unités monétaires de dépenses pour la plupart des institutions dont les sièges sociaux sont installés en Suisse ou en Autriche;
- La plupart des institutions des NU préparent leurs budgets et tiennent leurs comptes en dollars des EU et, par conséquent, reçoivent les contributions qu'elles mettent en recouvrement dans cette monnaie;
- Seul l'UNESCO dispose, dans la Partie VIII de son budget, d'un système qui prévoit la création d'une provision pour fluctuations monétaires défavorables. D'autres institutions ont dû recourir à différents mécanismes qui, parfois, ont pris l'allure d'expédients. Ainsi l'OMS a dû utiliser son mécanisme de revenus divers tant pour compenser les pertes réelles de change qu'elle a subies au cours de la période biennale 1986-87, que pour constituer une provision destinée à faire face à ce genre de perte pour la période biennale 1988-89. D'autres institutions, dont l'OAA, l'OIT et l'ONUDI, ont dû épuiser les réserves accumulées, réduire leur dépenses, procéder à des coupures de programmes et envisager le recours à des budgets supplémentaires.

Les fluctuations monétaires ne sont certainement pas toujours défavorables. Au cours des années, il est arrivé que ces fluctuations aient permis aux institutions de réaliser des profits imprévus assez importants. Mais l'effet de tels profits n'a pas toujours été bénéfique pour les institutions ou pour les Etats membres. Car si, le plus souvent, ces surplus ont été